

Tout est notre faute, pas celle de nos dirigeants !



Qu'il soit bien compris qu'il n'est pas question d'accuser l'État, le Président, le Premier ministre et le gouvernement d'être responsables de la situation dramatique que nous vivons.

Ils ne sont pas entièrement responsables de leur arrivée au pouvoir en 2017. C'est nous qui en sommes responsables.

Comment pouvaient-ils prévoir ? Comment pouvaient-ils savoir qu'il allait manquer tout l'essentiel pour contrer une épidémie ? Pour sauvegarder nos santés ?

Ils ne sont pas entièrement responsables du manque cruel de stock, ce n'est pas entièrement de leur faute si nous ne fabriquons plus de masques ni de tests, les chefs d'État et les gouvernements précédents sont davantage responsables.

Si le stock de 1 milliard 700 millions de masques existant en 2009 s'est réduit à 150 millions en 2016, ce ne sont pas eux les responsables, ce sont les précédents qui les ont utilisés sans réapprovisionner.

Quant aux tests et aux respirateurs, qui pouvait supposer que nous aurions autant besoin d'un si grand nombre ? Et aucune possibilité d'en fabriquer en urgence immédiate.

Ceci affirmé, on peut accuser tous les responsables de l'État d'avoir préféré la dissimulation, le mensonge, plutôt que la stricte vérité et une transparence exemplaire.

La communication choisie a provoqué notre suspicion à l'égard de leurs affirmations.

Affirmer que le port du masque pour tous était totalement inutile si l'on n'était pas porteur du virus a été un premier mensonge.

Ne valait-il pas mieux déplorer que les stocks étaient insuffisants et qu'il fallait les réserver en priorité à tout le personnel médical ? Qui ne l'aurait pas compris ?

Affirmer que les tests généralisés étaient également inutiles car ils ne permettaient pas de juguler l'épidémie naissante a été un second mensonge.

Ne valait-il pas mieux déplorer que les stocks étaient pratiquement inexistantes ?

Ne pas avoir réclamé bien plus tôt la mobilisation de toutes les cliniques privées, dans le Grand Est tout d'abord et dans toute la France par la suite, cela a été une dissimulation.

La réalité est que si nous avions disposé de stocks suffisants de masques et de tests pour une grande partie de la population, et que vous les auriez imposés d'une manière préventive, cela aurait pu éviter un confinement généralisé du pays et l'arrêt de pratiquement toute l'activité économique, car tous les travailleurs, les employés, auraient disposé de masques en quantité suffisante pour poursuivre leur activité quotidienne en minimisant les risques de contagion.

Au contraire, nous n'avons pu que constater que vous avez

exposé à ce virus nos forces de l'ordre, les policiers nationaux et municipaux, les employés des grandes surfaces, etc. Tous ont exercé à proximité immédiate de la population, non protégés par des masques, risquant ainsi d'être contaminés et de contaminer.

Plus tard nous réclamerons des comptes pour n'avoir pas évalué suffisamment tôt la réalité du danger qui nous menaçait, en n'interdisant pas les manifestations politiques et revendicatives, les déplacements vers l'étranger, les voyages, les croisières, en ne pratiquant pas immédiatement un contrôle sanitaire stricte aux frontières, à toutes les entrées, que ce soit en avion, en train, en bus, en voiture et même à pied.

Nous avons assisté aux rassemblements de certains Gilets jaunes, aux manifestations des syndicats, à un rassemblement religieux à Mulhouse de plus de mille personnes, à un match de foot à Lyon avec l'arrivée de 3 000 supporters d'une région italienne particulièrement touchée.

Nous avons vu débarquer aux aéroports (Roissy et Orly) et dans nos gares des milliers de voyageurs sans subir le moindre contrôle sanitaire, même pas une prise de température.

Aucun contrôle sanitaire non plus, par exemple, pendant trop longtemps, à la frontière avec l'Italie, à Menton.

Et, surtout, nous constatons quotidiennement le refus de confinement d'une certaine communauté, dans de nombreuses banlieues de l'Île-de-France, dans des arrondissements du nord parisien et dans des dizaines de zones de non-droit dans des grandes villes du pays, sans que vous y imposiez la loi républicaine, même par la force. Et la conséquence immédiate, c'est que tous les établissements hospitaliers, publics et privés de ces banlieues appellent au secours. Ils sont dépassés car envahis par une multitude de « contagieux » et devant la nécessité de les expédier vers d'autres régions

mieux protégées.

Non, qu'il soit bien compris, il n'est pas question d'accuser l'État, son Président, son Premier ministre et son gouvernement, d'être responsables de la situation dramatique que nous vivons, mais tout de même, ont-ils été totalement à la hauteur de cette grave situation ?

Manuel Gomez